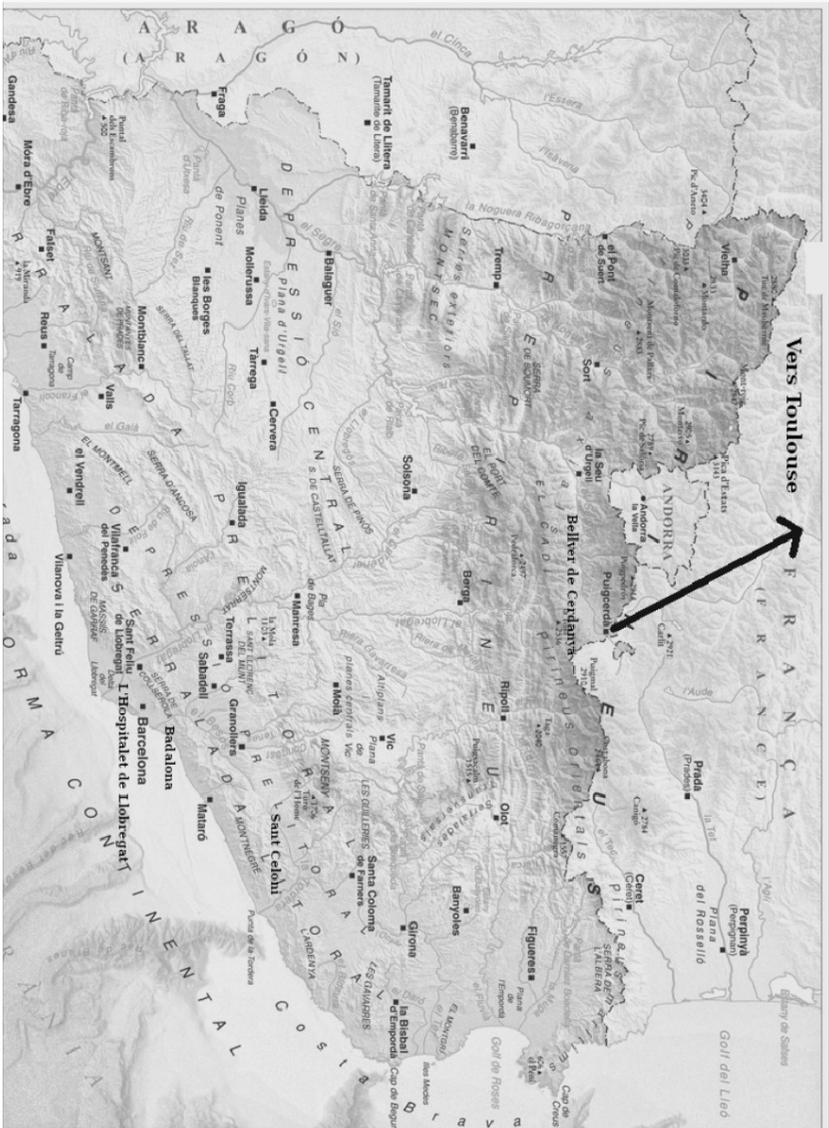


De la lutte sous le franquisme à la lutte sous le Covid

Interview de Ricard Vargas i Golarons





Pour aller plus loin

- *Le pari de l'autonomie. Récits de luttes dans l'Espagne des années 70.*
- *El MIL. Una historia politica*, Sergi Rosés Cordevilla
- *Sabaté. Guerrilla urbaine en Espagne 1945-1960*, Antonio Téllez Solà

L'image de garde est une photo d'une manif pendant la grève de Harry Walker.

Si vous voulez nous contacter : brochuremil2021@riseup.net

En mars 2020, face à la pandémie de Covid-19 plusieurs états ont choisi de «confiner» la population, c'est à dire rendre impossible tout déplacement sauf pour faire certains achats et aller dans certains lieux de travail. En à peine deux jours presque tous les flics se déploient sur le territoire français pour contrôler les mouvements. Se déplacer sans attestation valable peut entraîner une amende de 135€, voire l'emprisonnement ou la mort: une douzaine de personnes ayant été tuées par la police. Cependant, la paix sociale a été troublée par des révoltes dans les prisons, des émeutes dans des quartiers pauvres, et de nombreux sabotages.

Les rues sont quasiment désertes, la plupart des lieux publics -cafés, parcs, etc.- et même les lieux politiques sont fermés. Cela complique les tentatives d'agitation publique, et aussi les tentatives d'organisation. De plus, la peur de sortir est très étendue et les personnes qui parfois ne respectent pas cette interdiction sont jugées par leurs proches. Face à cette situation désolante, la technologie apparaît comme une «solution» pour briser l'isolement: Signal, WhatsApp, Zoom... Cela nous semble néfaste et creux. Néfaste dans l'exploitation humaine et terrestre nécessaire à la création de ces outils, creux dans la superficialité des liens entretenus à travers ces outils et dans l'élaboration d'idées et d'actes allant vers la destruction de ce qui nous opprime.

Nous avons eu envie d'aller chercher dans le passé afin de nourrir nos pratiques actuelles. C'est pourquoi nous avons interviewé Ricard Vargas i Golarons, qui participa activement aux luttes autonomes dans les années 70 dans la péninsule ibérique. Après la guerre civile et malgré la répression féroce, la lutte pour la liberté continua, notamment à travers la guérilla anarchiste qui dura jusque dans les années 60. Dans les années 70, le régime franquiste bat de l'aile et cela s'inscrit dans un contexte mondial explosif. Dans l'état espagnol les luttes sont de plus en plus fortes - dans les usines, dans les quartiers, les luttes féministes, dans les prisons, contre l'oppression centraliste- et marquées par la recherche d'autonomie face à ceux qui veulent les diriger et les canaliser. L'époque est marquée par la solidarité de classe, l'auto-organisation et l'action directe.

C'est dans ce contexte qu'apparaît le Mouvement Ibérique de Libération (MIL), un ensemble de personnes autonomes qui pratiquent notamment l'agitation armée sans chercher à se substituer aux luttes ouvrières mais plutôt en les soutenant. Cela passe par des braquages -appelés «expropriations»-, des sabotages, de la propagande écrite, la participation dans les assemblées. Cette démarche cherche à échapper à la spécialisation et à l'avant-gardisme: pour les compagnons du MIL, il ne devrait pas y avoir de groupes séparés qui dirigent les luttes. Ricard a également participé à des

groupes autonomes libertaires que la police nommait l'OLLA (Organisation de Lutte Armée) et qui ont tenu à faire des braquages sans pour autant entrer en clandestinité.

Ces deux expériences ont lieu dans la première moitié des années 70, avant la mort de Franco. Suite au décès du dictateur, on entre dans la «Transition», où les partis et syndicats, même ceux qui se disaient antifranquistes, collaborent pour garantir la paix sociale et prendre leur part du gâteau démocratique

Nous ne voulons pas sacraliser la parole du passé, mais au contraire nous souhaitons qu'elle suscite des désaccords et provoque des discussions afin de nourrir nos luttes.

S'il y avait un fasciste, il ne pouvait pas parler. S'il disait une connerie, il était tabassé. C'était impensable que quelqu'un défende le régime ou les patrons.

Dans plusieurs révoltes récentes, comme les gilets jaunes ou la révolte au Chili, la révolte naît d'une question de classe ou liée à la classe, comme le prix de l'essence ou du ticket du métro, mais elle ne s'organise pas autour de la conscience de classe ou des questions explicitement de classe. Quelles conséquences crois-tu que cela peut avoir sur la lutte ?

Je crois que c'est important. À cette époque beaucoup de luttes naissaient de revendications concrètes dans les quartiers ou d'arrêter les chronométrages au travail, mais elles portaient une autre histoire. L'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière s'expriment dans ces petites revendications et à partir d'ici on peut aller beaucoup plus loin. Beaucoup de gens prennent conscience. Avec ces petites victoires on peut renforcer les luttes avec plus d'ambitions. S'il n'y a pas de petites victoires, il est difficile de mobiliser la classe ouvrière pour des buts plus forts. Il y avait des revendications d'augmentation, de rentrer tous après une grève, et après dans les manifs on criait « classe ouvrière vaincra » ou « écoutez bourgeois, il vous reste peu de mois ».

J'ai l'impression que dans les années 70 il y avait beaucoup de solidarité entre pays. Par exemple, pour Puig Antich il y a eu des actes solidaires en France, Allemagne ou en Belgique.

Oui. Aussi, quand il y avait des grèves, par exemple celle de Harry Walker en 71, qui toucha aussi la France et l'Italie, où il y avait des usines de la même entreprise, et où il y eut des grèves en solidarité et des caisses de soutien. Un livret sur la grève autonome de 69 à Blancsol fut publié en Italie. Le MIL avait davantage de lien avec de l'Europe qu'avec l'état espagnol. Des compagnons de Zurich donnaient des armes à l'OLLA.

Une commission de solidarité avec les prisonniers du MIL a été créée l'automne 73 et elle a duré jusqu'en 75. Des personnes autonomes, anarchistes, du MIL et de l'OLLA y participaient. En 74 beaucoup de gens sont tombés, et donc une commission de solidarité a été créée, elle comprenait tout le monde qui entrait en prison à cause de la politique. C'était une commission générique de prisonniers politiques catalans, avec le soutien de l'église, du PSUC, des indépendantistes, etc. On ne discutait pas d'idéologie, c'était une question de la solidarité : que les choses arrivent aux prisonniers, parler avec Amnistie Internationale, etc.

sur les gens, parce qu'elles n'étaient pas légales, même si parfois elles étaient tolérées. À la fac pareil, il y avait un syndicat fasciste, les autres étaient interdits. Après la mort de Franco, les assemblées et les grèves générales -comme celle du Baix Llobregat⁹ ou celle du bâtiment en 75- se sont multipliées, ils ne pouvaient plus les arrêter. Comme c'était des assemblées massives, il y avait quelqu'un qui informait la police, mais ça ne changeait rien.

Dans Le pari de l'autonomie, tu parles de refuser l'idéologie. Tu parles pas de refuser les idées, non?

Non, pas les idées. Nous étions contre l'idéologisme. Nous avons subi le syndicat et le parti. Nous avons tous une idéologie et des idées, mais nous étions pour l'organisation des tâches, faire des choses concrètes révolutionnaires qui transforment collectivement les gens. Les syndicats, sauf la CNT, avaient été toujours manipulés par les partis et ils avaient été un instrument d'intégration de la classe ouvrière dans le capital et l'état pour affaiblir toutes ses luttes. Idéologisme dans ce sens de défendre l'idéologie anarchiste ou communiste dans un sens pamphlétaire, autoritaire. Nous, nous étions plus flexibles, nous devons avancer selon les luttes, nous devons composer les actions et la théorie. Nous refusions le vieux monde, car 150 ans de syndicats et de partis d'ouvriers avaient intégré la classe ouvrière dans le capital et la marchandise.

Dans notre expérience des assemblées de gilets jaunes il n'y avait pas, et il n'y a pas, un fond politique clair. Souvent il y a des gens avec des idées nationalistes, voire fascistes. Dans votre expérience, c'était aussi comme ça ? Des gens avec des idées peu claires, voire contraires, venaient ?

Les assemblées avaient lieu à propos des questions concrètes: une grève, des manifs, des actions, etc. Le danger était que des gens viennent et contrôlent l'assemblée. Il arrivait que quelqu'un, normalement du parti communiste ou du PSUC¹⁰, dise «c'est pas le moment, rentrons tous à la maison, nous avons obtenu ce petit truc, mieux vaut ça que rien» et alors nous combattions contre ça, parfois nous nous frappions. Des gens de parti qui suivaient des directions du parti. Beaucoup d'entre eux étaient entrés dans le CNS¹¹, le syndicat vertical franquiste, en tant que délégués. Ce qui les intéressait était de pas aller trop loin. Après ils ont parlé avec les politiciens du régime. Le danger venait des gens qui freinaient les luttes, parce qu'ils recevaient des directions comme quoi ce n'était pas le moment ou parce qu'ils ne les dirigeaient pas.

⁹ Banlieue industrielle du sud de Barcelone.

¹⁰ Parti Socialiste Unifié de Catalogne, parti communiste

¹¹ Centrale National-Syndicaliste

On pense qu'il est possible d'établir un parallèle entre la dictature franquiste et le confinement en terme de répression et d'occupation de l'espace public par la police. On voulait t'interviewer pour essayer de trouver des pistes qui puissent aider les gens en 2020.

Aujourd'hui les portables et internet semblent indispensables pour tout le monde. Même quand s'organiser dans une même ville sans portable paraît possible, c'est dur de l'imaginer entre différentes villes ou pays. Vous, qui n'aviez ni internet ni portables et peu de téléphones fixes, comment faisiez-vous pour organiser ?

Il y avait le téléphone fixe et l'annuaire téléphonique. Le téléphone était utilisé pour une première rencontre ; on s'appelait, et on se disait : « tel jour à tel endroit », après ce n'était plus nécessaire. Si la personne n'était pas présente le jour J, il y avait un rendez-vous ailleurs. Cela compliquait la tâche de la police. Ce que tu me demandes, ce n'est pas comment on s'organisait (ce qui est une autre histoire) mais comment on communiquait. Le téléphone fixe était utilisé seulement quand c'était indispensable. Il y avait des locaux, des lieux et des dates pour lesquels ce n'était pas la peine d'appeler. Il y avait des lieux et des dates de rendez-vous pour lesquels il n'était pas nécessaire de téléphoner.

Comment faisiez vous pour transmettre des informations d'un pays à l'autre ?

L'information, au sens de propagande politique, était diffusée par des livres, des brochures, des tracts, des communiqués. Nous, nous imprimions à Toulouse, et on transportait le matériel en voiture jusqu'aux Pyrénées, et là-bas, par des chemins que nous connaissions, on le faisait passer de voiture en voiture ou bien on le mettait dans des sacs à dos et on marchait jusqu'à Barcelone. Il était ensuite distribué par des personnes différentes dans plusieurs villes, locaux, ou à des groupes que nous connaissions. Quelques usines avaient aussi leurs propres imprimeries, du coup parfois ce n'était pas la peine d'aller jusqu'à Toulouse.

Quant aux relations avec des compagnons d'autres pays, cela se faisait en traversant la frontière. On faisait pas ces trucs de visioconférence, facebook, etc. Pour entrer en contact, nous allions directement à Paris, à Toulouse en Suisse, en Allemagne ou en Italie. On fonctionnait de la même manière au sein de l'État espagnol -on allait à Madrid, dans les Asturies, à Valence, à Lleida, à Tarragone- on communiquait toujours en se déplaçant physiquement. On parlait de vive voix, on se faisait passer du matériel de manière clandestine. On prenait des contacts, on prenait des décisions. C'était rare de communiquer par téléphone, On ne l'utilisait pas pour communiquer politiquement, seulement lorsque c'était indispensable. En plus, par téléphone, tu ne

peux parler qu'à une seule personne, tandis que nous, nous essayions de travailler collectivement. On tentait de parler avec le plus de monde possible afin de prendre des décisions qui soient plus fortes, plus concertées, qui aient plus d'ampleur, qui soient plus démocratiques, on peut dire.

Comment vous arriviez, vous ou d'autres à vous coordonner entre différents endroits ?

Si c'était ici en Catalogne, on donnait rendez-vous aux gens dans les locaux que nous avions au MIL ou dans des bars. On ne faisait pas de réunions dans les bars, on donnait rendez-vous à une ou deux personnes, pas plus, pour éviter les soupçons, ça durait un quart d'heure vingt minutes, et on posait un autre rendez-vous où il y aurait plus de monde. À l'étranger c'était plus facile, ici on devait faire gaffe, ça devait être chez des gens ou dans des locaux tenus par nous ou d'autres groupes auxquels on faisait confiance.

T'as dit que vous aviez des locaux, c'étaient des locaux loués qui étaient publics ou ça se passait comment ?

Les locaux, à Barcelone ou ailleurs, étaient loués par quelqu'un de « propre ¹ » ou avec de faux papiers. Je me rappelle qu'à ce moment-là, j'étais quelqu'un de « loyal » -quelqu'un de « loyal » pouvait travailler et n'était pas fiché par la police- j'avais loué des locaux. Par exemple, dans un appart rue Sicile j'ai fait croire que j'étais un artiste pour ne pas éveiller des soupçons si des gens se réunissaient à des heures bizarres.

Ce que t'appelles des locaux, c'étaient des apparts, pas des locaux publics, non ?

Normalement c'étaient des apparts, et aussi quelques garages pour garder du matériel d'armement ou de propagande.

À cette époque c'était comment le contrôle de la police dans les rues ou sur les routes ?

Sur les routes il y avait seulement des contrôles quand ils savaient qu'il y avait eu une expropriation ou que quelqu'un balançait que du matériel passait la frontière (il y avait des flics espagnols en civil en France et la police française leur passait des infos). Il y avait des contrôles quand il y avait des manifs. Il y avait beaucoup de

¹ Quelqu'un qui n'est pas fiché par la police.

mais dans des groupes de travailleurs qui prenaient aussi des risques, qui passaient aussi la frontière avec du matériel de tout type, il y avait des gens avec des enfants et des gens âgés. Des gens âgés qui braquent une banque, non, mais dans des séminaires -des actes de formation politique, rien à voir avec la religion- où il y avait des gens de 40, 50 ans ou plus, avec des gosses, oui. Beaucoup de gens venaient également des scouts. Dans les luttes et les manifestations il y avait des milliers de personnes, dont des gens avec des enfants, des gens âgés, etc.

Crois-tu que le rôle des gens âgés dans les luttes a changé entre les années 70 et aujourd'hui?

Dans les années 70, il y avait des gens âgés dans les manifs. Je pense qu'il y en a aussi aujourd'hui. Des retraités dans les expulsions, dans des actions contre les banques. Ce sont des gens qui ont lutté pendant la Transition, voire avant. J'ai vu beaucoup de gens âgés dans les manifs. Dans les barricades, plutôt pas.

Avant tu m'as demandé quelle était la place de la femme. À l'OLLA il y avait beaucoup de femmes, sept ou huit qui participaient aux assemblées, aux sabotages, aux expropriations. L'OLLA est le nom donné par la police, mais c'était des groupes autonomes libertaires. C'était des gens, des hommes aussi bien que des femmes, qui travaillaient et le fait de partager une lutte au travail ou dans le quartier faisait que les femmes aient le même rôle que les hommes par rapport aux décisions et aux actions armées. Au MIL c'était pas tant le cas, il y avait quelques femmes, souvent des compagnonnes de compagnons, qui ne participaient pas aux écrits ou aux grandes actions.

Ici, dans l'état français, le mouvement des gilets jaunes s'est démarqué par le refus de la représentation et la volonté de s'auto-organiser, notamment dans des assemblées. Cela nous rappelle ce qui s'est passé dans l'état espagnol avec les assemblées ouvrières dans les années 70. Nous avons l'impression -peut-être nous nous trompons- que dans ces assemblées il n'y avait pas de fascistes. C'était comme ça? Ces assemblées, elles étaient comment? Qui les composait?

Les assemblées d'usine étaient des assemblées où les travailleurs se réunissaient pour prendre des décisions par rapport à un conflit. Dans les assemblées de voisins il y avait des gens du quartier. Parfois elles étaient ouvertes, mais il risquait d'y avoir des flics infiltrés ou un travailleur qui passait de l'information à la police, mais ça, on le savait déjà. C'était plus difficile dans des lieux fermés, parce qu'on se connaissait tous. Les assemblées ouvertes finissaient parfois lorsque les flics entraient et tapaient

Quand nous décidons cela, nous avons des contacts avec d'autres mouvements, comme le situationnisme, avec des grèves autonomes sauvages en Italie ou en France, nous connaissons cette lutte maquisarde anarchiste qu'il y a eu en Catalogne pendant plus de vingt ans. Nous connaissons certains maquisards à travers des gens qui allaient en France. Nous sommes conscients du danger : utiliser des armes à feu est très dangereux. Quand Puig Antich est arrêté, nous savions que ça pouvait nous arriver⁸. Peur : nous sommes les enfants de la guerre et de la révolution, nous prenons les armes avec la conscience d'un mouvement, tout semblait possible, parce qu'il y avait des grèves sauvages, des mouvements armés partout, les américains avaient perdu au Vietnam. Il y avait des mouvements contre-culturels, des expériences communautaires, etc. Nous étions courageux, mais en même temps nous savions ce qui pouvait nous arriver.

Diffuser de la propagande à la sortie du métro était aussi risqué. S'ils t'attrapaient, ils te tabassaient et tu passais quelques jours en prisons. Si t'étais armé les flics avaient davantage peur, mais c'était plus risqué, tu savais qu'ils pouvaient te tuer ou te foutre en taule toute la vie. Nous avions 24 ou 25 ans, nous avons mûri à travers les luttes. Les décisions sont prises en sachant les risques, pas à l'arrache.

Avec cet état de siège, maintenant c'est plus dangereux, parce qu'on communique avec la technologie, tout ça est très contrôlé. Cette conversation qu'on a peut être écoutée. Toute cette technologie sert pour communiquer plus vite mais c'est plus contrôlé. À notre époque c'était pas comme ça, ils devaient infiltrer des groupes ou attraper quelqu'un. Maintenant c'est plus la peine, bientôt il ne faudra plus de police.

Dans nos expériences de luttes les personnes jeunes, valides, et sans charges familiales prédominent. En plus, quand on pense à des histoires de clandestinité, la plupart des exemples que nous avons en tête sont des personnes jeunes, en bonne santé, sans enfants et très souvent des hommes. Est-ce que des femmes, des personnes âgées ou des gens avec des enfants ont participé au MIL ou d'autres expériences de clandestinité ?

Cette expérience est une expérience de jeunesse. Quand ils m'arrêtaient, j'avais 25 ans. Nous étions jeunes, homme et femmes. Il y avait des gosses, l'un d'eux avait 17 ans et il luttait avec une fille très jeune. Certains étaient en couple et luttaient ensemble. Avec des enfants, non, les enfants arrivent plus tard. J'ai eu des enfants après la dictature. Des gens âgés : nous, on était des groupes spécifiques d'action,

⁸ L'arrestation de plusieurs révolutionnaires en septembre 1973, dont un, Salvador Puig Antich, sera exécuté en mars 1974. Cela suscita une forte mobilisation internationale à travers des sabotages, des attaques, des manifs, des tags, des séquestrations, etc.

flics en civil dans des assos culturelles, dans des bars où ils savaient que les gens se réunissaient, dans des universités. Je me souviens qu'en avril ou mai 1974 je devais transporter des valises avec du matériel de propagande à des compagnons autonomes de Galice. J'ai pris un taxi sur l'avenue Meridiana vers l'aéroport. À partir de place d'Espagne il y avait de plus en plus de Guardia Civil. Quand nous sommes arrivés à l'aéroport, j'ai dit au chauffeur « demi-tour ». Le lendemain nous avons appris que c'était le dispositif pour l'arrivée de Juan Carlos (futur roi) à Barcelone. Nous avons envoyé les valises par train.

À cette époque-là il n'y avait pas de mossos (flics catalans) avec des hélicoptères en train de contrôler les gens aux balcons ou si t'as ton attestation dans la rue. C'était plus discret.

T'as dit que vous traversiez la frontière par des chemins. Comment faisiez vous pour les connaître ?

Nous connaissions les chemins parce que nous connaissions les maquisards anarchistes, dont certains étaient à Perpignan ou à Toulouse. Après il y avait des contrebandiers, parce qu'il y avait toujours des gens qui devaient traverser la frontière, et là-bas, dans le canton, des gens qui connaissaient le chemin. Les armes et les explosifs nous ont été donnés par certains de ces maquisards.

Vous avez agi surtout dans les villes, ou aussi dans des villages ?

Nous avons principalement agi à Barcelone et dans des villes industrielles des alentours : Hospitalet, Badalona, Terassa, Sabadell ou Mataró, et aussi, parfois, à Girona, Igualada, Bellver de Cerdanya ou Sant Celoni. Normalement les expropriations avaient lieu dans des endroits à forte population ouvrière car nous sommes nés des luttes de cette classe ouvrière.

Alors vous étiez principalement un groupe urbain et ouvrier ?

Oui, car nous sommes nés du mouvement ouvrier le plus radical, de la lutte des classes, de la guerre sociale. Dans les années 70 en Catalogne le mouvement était très fort, les ouvriers étaient alors ceux qui pouvaient réellement faire tomber le régime, pas seulement dictatorial, mais aller vers une société plus socialiste dans le sens radical, plus anticapitaliste. Nous venons de la ville. De tous les morts et prisonniers, 90 % étaient de la classe ouvrière. C'étaient ceux qui défiaient le régime.

Y avait-il des expériences similaires à la votre à la campagne ?

Il y avait des groupes. Il y avait des noyaux paysans, certains distribuaient de la propagande mais c'était encore très clandestin. Il me semble que Unió de Pagesos² a été créé pendant la Transition. Je ne m'y connais pas beaucoup.

Nous pensons que pendant le confinement c'est plus compliqué de parler avec les gens, du coup c'est plus difficile de ne pas devenir un groupuscule sans lien avec des mouvements populaires. Comment avez vous essayé, vous ou d'autres à l'époque de rester dans la clandestinité sans perdre les liens avec des luttes ouvrières, populaires ou de quartier, sans devenir une avant-garde ?

Nous étions étroitement liés aux luttes ouvrières et de quartier. Il faut comprendre le contexte de l'époque. Le moteur de toute résistance était la classe ouvrière. Les mouvements sociaux n'existaient pas. Il y avait des commissions ouvrières de quartier, qui avait leur autonomie, la plupart n'avait rien à voir avec des partis ou des groupuscules, ce n'était pas non plus un syndicat. Nous étions en contact avec ces commissions ou avec des groupes de voisins. Il y avait aussi des femmes qui luttaient pour le féminisme au sein de ces commissions. Certains parmi nous étaient en contact avec quelques personnes qui participaient aux assemblées.

Avant-gardistes, non. Un délégué allait à une commission ouvrière de quartier et exprimait l'opinion de toute une assemblée, ce qui ce passait, racontait les luttes en cours.

À partir de la moitié des années 60, il y avait des séminaires, qui étaient des lieux de formation politique de la classe ouvrière. Une vingtaine ou trentaine de personnes s'y réunissaient en faisant gaffe, car c'était interdit.

Des organisations de base de l'église se sont radicalisées et ont participé aux luttes révolutionnaires. Dans les GOA³ et plateformes,⁴ il y avait des gens qui venaient de la JOAC ou de l'OAC⁵. Certaines réunions se faisaient dans des locaux religieux, voire des églises (Barceloneta, Poblenou, Sant-Bordeta). Dans la rue Llària, près d'Urquinaona, des réunions se tenaient dans une librairie. La refondation des commissions ouvrières a eu lieu dans l'église de la Bordeta en 66, et en 76 il y a eu celle de la CNT. La police connaissait l'existence de ces réunions dans des églises et elle laissait faire car si elle y entrait, le bordel que cela aurait engrangé aurait retenti jusqu'à l'étranger. Elle préférait avoir quelqu'un dedans.

2 Syndicat paysan catalan

3 Groupes ouvriers autonomes

4 Plateformes anticapitalistes

5 Organisation d'Action Chrétienne, et JOAC son groupe juvénile

Dans les quartiers, à l'occasion de réunions qui traitaient des immeubles, de l'arrivée de l'autobus, des choses qui manquaient, d'autres types de réunions s'y cachaient, comme les commissions ouvrières de quartier. 200 personnes pouvaient s'y réunir.

Nous avons publié un livre clandestin sur la lutte des quartiers, liée aux luttes ouvrières, elles mêmes à la pointe du combat non seulement antifranquiste mais aussi anticapitaliste, autonome et parfois libertaire. Dans les luttes de quartier il y avait de tout : anarchistes, communistes, partis...

La question porte aussi sur le fait que vous organisiez des expropriations ou des actions qui demandaient une certaine clandestinité. Vous faisiez comment pour faire ces actions un peu spectaculaires et illégales tout en gardant les liens avec les gens ordinaires qui continuent à travailler ?

Lors de beaucoup de ces expropriations nous avons une connaissance exacte du lieu, de l'argent qu'il y avait, de quel moment était le plus opportun, car nous connaissions des ouvriers à l'intérieur qui nous passaient des informations. Le MIL est une chose et l'OLLA une autre. Le MIL-GAC⁶, c'était des gens qui arrêtaient de travailler à cause de la clandestinité. L'OLLA, c'était des gens qui travaillaient et faisaient des expropriations sans arrêter de travailler. Quant au MIL, l'information venait de travailleurs à travers des gens qui plus tard seraient à l'OLLA⁷.

Quels sont les effets psychologiques de lutter en étant peu et en risquant de mourir?

Nous, à quatorze ou quinze ans nous étions déjà dans les histoires. J'avais quinze ans lors de ma première manif. Nous nous sommes auto-formés dans la deuxième moitié des années 60. Les armes, c'est pas immédiat. En 66 je suis allé en tant que délégué à une réunion de commissions ouvrières. En 70-72 on croit nécessaire, à cause de la répression, de passer à l'offensive. En 69, 70, 71 on éditait beaucoup de choses à l'imprimerie de Toulouse. Début 70 nous avons décidé qu'il fallait faire des éditions clandestines pour diffuser dans des usines et des quartiers, pour que cette classe ouvrière puisse s'auto-former sur des luttes de toute l'Europe, les luttes de notre pays, et d'autres textes. Pour ça il faut beaucoup d'argent, alors nous allons dans des banques, où il y a l'argent qui appartient à la classe ouvrière et qui revient à cette classe ouvrière sous forme de brochures. L'argent servait aussi aux caisses antirep.

6 GAC: Groupes Autonomes de Combat au sein du MIL

7 L'information concerne l'argent dans la banque, la sécurité, etc.